



## Rapport de résultats 2021

Projet de Développement Agricole  
dans la Tshopo

RD Congo



Belgian development agency

enabel.be

## Table des matières

<b>1</b>	<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>6</b>
2.1	FICHE D'INTERVENTION .....	6
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
2.2.1	<i>Pertinence</i> .....	7
2.2.2	<i>Efficacité</i> .....	7
2.2.3	<i>Efficience</i> .....	8
2.2.4	<i>Durabilité potentielle</i> .....	8
2.2.5	<i>Conclusions</i> .....	9
<b>3</b>	<b>SUIVI DES RESULTATS.....</b>	<b>11</b>
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE .....	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i> .....	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i> .....	12
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	13
3.2.1	<b>PROGRES DES INDICATEURS</b> .....	13
3.2.2	<b>ANALYSE DES PROGRES REALISES</b> .....	13
3.2.3	<b>IMPACT POTENTIEL</b> .....	14
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	15
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	15
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	16
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	17
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	19
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	19
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	20
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	22
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	22
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	22
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	23
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 .....	24
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	24
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	25
<b>4</b>	<b>SUIVI BUDGETAIRE.....</b>	<b>27</b>

<b>5</b>	<b>RISQUES ET PROBLEMES .....</b>	<b>29</b>
<b>6</b>	<b>SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES .....</b>	<b>31</b>
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE .....	31
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS .....	31
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES .....	31
<b>7</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>32</b>
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE .....	32
7.2	GENRE.....	32
7.3	DIGITALISATION .....	33
7.4	EMPLOIS DECENTS.....	34
<b>8</b>	<b>LEÇONS APPRISSES .....</b>	<b>35</b>
8.1	LES SUCCES .....	35
8.2	LES DEFIS .....	35
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE .....	36
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES .....	37
<b>9</b>	<b>PILOTAGE .....</b>	<b>38</b>
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION .....	38
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	38
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES.....	40
9.4	RECOMMANDATIONS .....	40
<b>10</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>42</b>
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	42
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	46
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL) .....	48
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	50
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	51
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	52

## 1 Acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CCPA	Conseil Consultatif Provincial Agricole
CCS	Cadre de Concertation de Secteur
CCT	Cadre de Concertation de Territoire
CdS	Convention de Subsidés
CEP	Champ Ecole Paysan
CIFOR	Centre International pour la Recherche Forestière
CoCoMa	Comité de Concertation Multi Acteurs
COPROSEM	Comité Provincial des Semences
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CP	Comité de Pilotage
DL	Développement Local
DTF	Document Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EDUT	Programme d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle dans la Tshopo
Enabel	Agence Belge de Développement
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
ETR	Evaluation finale
FONER	Fond National d'Entretien Routier
FORETS	Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo
GIFS	Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols
GIZ	Agence de Développement Allemande
FC	Franc Congolais
ICRAF	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie
IFA	Institut Facultaire des sciences Agronomiques
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
IMF	Institution de Micro-Finance
INERA	Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
IPAGRI	Inspection Provinciale de l'Agriculture
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
Kg/Ha	(Rendement exprimé en) Kilogramme par Hectare
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
Ml	Mètre linéaire
Mn	Manioc
MP	Marché Public
MTR	Evaluation mi-parcours
ONGD	Organisation Non Gouvernementale de Développement
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation de Producteurs Agricoles
PADP	Programme d'Appui aux Divisions Provinciales de la santé

PAIDECO	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
PAT	Plan d'Aménagement du Territoire
PDL	Plan de Développement Local
PICS	Sac à triple ensachage
PIDR	Programme Intégré de Développement Rural
PIREDD	Projet Intégré REDD
PLVS	Programme de Lutte contre les Violences Sexuelles
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPIA	Programme Provincial d'Investissement Agricole
PRODAKK	Programme de Développement Agricole dans le Kwilu-Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans le Kasai Oriental
PRODAT	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo
PRODET	Programme de Désenclavement dans la Tshopo
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAF(I)	Responsable Administratif et Financier (International)
RC	Renforcement de Capacités
RDC	République Démocratique du Congo
RR(A)	Rapport de Résultats (Annuel)
SCV	Semis Sous Couvert Végétal
SENASEM	Service National des Semencier
SIM	Système d'Informations sur les Marchés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SQD	Semence de Qualité Déclarée
SRF	Structure de Recherche et Formation
STD	Services Techniques Déconcentrés
UE	Union Européenne
UPDKIS	Union Paysanne pour le Développement de Kisangani
USD	Dollar américain
US	Unité de Stockage
UT	Unité de Transformation

## 2 Aperçu de l'intervention

### 2.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo – PRODAT
<b>Code de l'intervention</b>	RDC 1217711
<b>Localisation</b>	RD Congo – Province de la Tshopo
<b>Budget total</b>	Contribution belge : Selon le DTF original : 11.000.000 EUR Suite à la décision des COMPAR (11/2019 et 03/2020) : +4.000.000 <b>soit 15.000.000 EUR</b>
<b>Institution partenaire</b>	Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural (national et provincial)
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	06 Novembre 2014
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	Démarrage : 20 mars 2015 Première SMCL : 28 Juin 2015
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	31 décembre 2022
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	06 Juillet 2023
<b>Groupes cibles</b>	Bénéficiaires directs : les populations (agriculteurs et autres) habitant dans les zones d'intervention.
<b>Impact'</b>	Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté
<b>Outcome</b>	Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés
<b>Outputs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales</li> <li>2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés</li> <li>3. Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole</li> <li>4. Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques</li> </ol>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2021</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 2.2 Auto-évaluation de la performance

### 2.2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le programme de Développement Agricole de la Tshopo (PRODAT) s’aligne sur les politiques nationales agricoles de la RDC et les outils d’opérationnalisation en découlant à savoir le Plan National d’Investissement Agricole 2013-2020 et le Plan Provincial d’Investissement Agricole 2020-2024 de la Tshopo. En effet, les objectifs du programme sont similaires à ceux du PNIA au niveau de la Promotion des filières agricoles, de la Gouvernance agricole et du renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Une partie des indicateurs du PRODAT contribuent à renseigner les indicateurs retenus par le système suivi-évaluation du PNIA.

Les problèmes auxquels le programme tente de contribuer, en l’occurrence la réduction de la pauvreté au sein des exploitations familiales dans les territoires de Banalia, Opala et Isangi et le développement d’un environnement institutionnel favorable, restent préoccupants à cause d’une situation socio-économique qui se dégrade (retombée de la pandémie COVID-19, insécurité dans l’Est du pays) et la situation de vulnérabilité croissante qui en découle.

Dans ce contexte, le programme se justifie d’autant plus et a tendance à accentuer sa pertinence en particulier par :

- l’introduction d’innovations face aux contraintes de dégradation des sols, de pression sur les réserves forestières, et de changement climatique ;
- La valorisation des Chaines de Valeur (CdV) dans un contexte d’agriculture peu productive, de désorganisation des services de recherche et de vulgarisation, d’environnement économique fragile et de réduction des opportunités d’écoulement des produits agricoles ;
- L’accompagnement de proximité des Organisations Paysannes (OP) face aux problèmes de faible structuration et professionnalisation des petits producteurs et l’insuffisance des mesures politiques et macro-économiques favorables aux investisseurs privés.

### 2.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

Le PRODAT estime que les outcomes pourraient encore être atteints fin 2022 seulement à certaines conditions :

Tout d’abord une réduction de la voilure du programme (géographique et quantitative) en croisant, à minima, le nombre de bassins de production (23), les ressources disponibles et le nombre d’OPA encadrées (267) et définir un nombre optimum de structure par territoire qui feront l’objet d’un accompagnement renforcé de proximité.

Ensuite, l’adoption de mesures correctives qui permettront d’améliorer l’environnement institutionnel du secteur agricole et d’évoluer vers un « vrai » partenariat.

Finalement l'amélioration des conditions d'évacuation des productions agricoles initiés par PRODET (réhabilitation et entretien des routes de dessertes agricoles) et de commercialisation (révision des taxes légales, accès au financement, etc.). En effet, les progrès enregistrés au niveau de l'augmentation et de la valorisation des productions agricoles ne pourront pas réduire la pauvreté dans les territoires d'intervention du programme si l'accès au marché et l'écoulement des produits ne s'améliorent pas.

### 2.2.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>B</b>

Au cours de l'année 2021, un équilibre entre les réalisations techniques et les réalisations financières, imputable à l'engagement des équipes PRODAT et à la maîtrise progressive des planifications réalistes, s'est installé.

La plupart des activités relatives aux différents résultats sont mises en œuvre conformément aux plans de travail dans des délais raisonnables même si quelques retards ont été observés du fait de départs inattendus au sein du personnel.

En ce qui concerne le résultat 2 (amélioration des opérations post récolte), les retards initiaux sont comblés avec la mise en place du maillage des unités, l'analyse diagnostique des équipements, le lancement des activités en entrepreneuriat agricole FBS/ECOLAgri et le renforcement de la commercialisation à travers la CdS signée avec UPDKIS.

Pour le résultat 3 (renforcement des STD et SRF), la nouvelle approche de renforcement de capacités dans le cadre d'un apprentissage par l'action en préparant ces services puis en les associant aux activités PRODAT qui les concernent a demandé un temps d'adaptation. Cette approche d'appui sur base de chantiers et délivrables est plus efficace.

Pour le résultat 4 (concertation des acteurs), le PRODAT vise un appui à la concertation sur base de dynamiques existantes plus viables que la création de nouvelles structures suscitées et budgétivores.

### 2.2.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

Au niveau des territoires d'intervention, la durabilité des actions du PRODAT passe tout d'abord par l'appropriation de la part des bénéficiaires.

Les partenaires directs du Programme (Organisations et Fautière Agricoles) ont encore quelques difficultés pour pérenniser leurs structures du fait de leurs faibles capacités à mobiliser des ressources financières propres aussi bien en interne qu'en externe. Dans le même ordre d'idée, l'esprit coopératif et d'entrepreneuriat de ces organisations est encore faible. Le seuil de rentabilité n'est pas encore atteint en ce qui concerne la vente de services et le nombre de membres respectant leurs engagements vis-à-vis de leurs structures reste un défi (frais d'adhésion et cotisation). Le renforcement de compétence de ces organisations reste une priorité pour garantir la durabilité des actions du PRODAT.

Les actions de sensibilisation et d'ingénierie sociale programmée pour l'adoption de nouveaux itinéraires techniques (CEP) doivent être poursuivies jusqu'à la fin du programme. Du succès plus ou

moins important de cette démarche CEP dépendra, en grande partie, de l'offre de services que les agriculteurs pourront trouver dans le milieu après le départ du PRODAT.

En ce qui concerne le secteur semencier, la structure de concertation « COPROSEM » n'est pas fonctionnelle ; l'accord formel du Ministre quant à sa composition est attendu. Le COPROSEM pourrait jouer un rôle important dans l'échange d'informations et dans la mise en relation de l'offre et de la demande. Cela nécessite que le PRODAT revoie son approche pour consolider les acquis atteints dans ce domaine et évoluer vers une professionnalisation des agri-multiplicateurs.

## 2.2.5 Conclusions

L'année 2021, malgré des conditions particulières (perturbation COVID-19) et une équipe incomplète (restructuration interne), a été caractérisée par un travail intense dans toutes les composantes du programme : technique, finance et administration. Au titre de résultats clés, on peut retenir :

- L'intensification de l'approche champ école paysan (96 CEP) et l'installation de nouvelles parcelles de démonstration sous l'encadrement de l'équipe IFA-Yangambi pour l'introduction de nouvelles spéculations (haricot, soja, arachide, etc.). Cette diversification des aliments, à mettre en lien avec le volet nutritionnel, permet l'exploration de nouvelle voie possible de source de revenus avec la production de farine améliorée pour les enfants en bas-âge.
- Une progression significative vers la sédentarisation des producteurs et une diversification de l'agro écosystème même si encore limitée en termes de couverture spatiale (la parcelle de l'OPB féminine Akili Ni Mali est exemplaire). Ces avancées indiquent la direction à suivre en tenant compte que seule une action inscrite dans la durée sera à même d'inverser petit à petit les phénomènes de dégradation observables aujourd'hui.
- Une professionnalisation des OP avec l'amélioration de la qualité des services offerts à leurs membres et une meilleure gestion des activités menées. Ce renforcement passe par des activités innovantes dans l'appui à l'entrepreneuriat agricole avec un dispositif d'accompagnement/formation (FBS) mis en place en partenariat avec la GIZ et l'approche ECOL-Agri. L'année 2021 a permis la formation de 30 animateurs locaux (agents IPDR) et l'encadrement de 37 OPA avec un total de 683 producteurs. L'objectif à terme ciblé est l'appui à 5000 producteurs.
- La signature de deux conventions de subside (CdS) pour un montant total de 202.000 €. La convention en octroi direct avec UPDKIS, faitière de la Tshopo, vise la mise en place d'un dispositif de commercialisation fonctionnel et inclusif et la convention attribuée à EUCORD, ONG belge, est axée sur l'analyse, la caractérisation et la mise en relation avec des marchés locaux. Ces deux conventions complémentaires doivent améliorer l'écoulement des productions issues des zones d'intervention du PRODAT et améliorer le revenu des producteurs membres des OPA.
- La répartition plus équitable des tâches entre hommes et femmes avec une amélioration du pouvoir de prise de décision grâce à l'approche CEP/FBS et l'introduction de petits équipements, via les boutiques d'intrant, soulagent le travail des femmes.
- La synergie avec d'autres programmes Enabel de la Tshopo (EDUT) et service institutionnel (OVDA) a abouti à une collaboration concrète et l'exécution de 4 chantiers écoles. Ces chantiers écoles, réalisés par les lauréats des écoles techniques du territoire concerné contribuent directement à l'ancrage progressif d'une dynamique de développement local avec une appropriation par les autochtones des ouvrages publics construits. Ces ouvrages d'art permettent la circulation facile des personnes, ainsi que l'évacuation des produits agricoles sur cet axe Yanonge-Yasongo.

Intervention Manager Enabel

Valérie Delaunois



**Stockage de riz pour vente groupée à Yakoko**



## 3 Suivi des résultats

### 3.1 Evolution du contexte

#### 3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte actuel de la mise en œuvre de cette phase d'extension reste globalement similaire, à la phase initiale avec une instabilité politique globale qui se prolonge au niveau provincial (gouverneur intérimaire et gouvernement en affaires courantes) et se traduit notamment par une absence d'interlocuteur crédible au niveau ministériel (avec une valse continuelle des titulaires de portefeuille accentué par un déficit en termes de remise-reprise).

Des services techniques déconcentrés peu opérationnels en dehors des appuis ponctuels fournis par les projets. Cela concerne essentiellement les services de l'agriculture et du développement rural (dans leur composante terrain où de nombreux agents sont déployés mais également au niveau provincial pour l'orientation, le pilotage et le suivi des politiques), de la recherche (Inera pour la production de semences de (pré)base et la maintenance variétale) et du contrôle (Senasem pour la certification).

Le processus de régularisation et de prise en charge par l'Etat d'agents qualifiés de « nouvelles unités » a été lancé fin 2018 et a abouti à ce stade à leur immatriculation et au démarrage du processus de mécanisation. Mais dans la pratique, peu de choses ont changé : si un financement externe x ou y s'arrête ; le service qui y est lié s'arrête également.

Le secteur agricole est considéré depuis 2019 par les Autorités, tant nationales que provinciales, comme levier prioritaire du développement durable. Dans ce sens, des Etats généraux de l'Agriculture et de la Nutrition ont été organisés par le Gouvernement provincial et tenus en octobre 2019 à Kisangani. Il en découle notamment l'élaboration du Programme Provincial d'Investissement Agricole (PPIA 2020-2024), dans lequel l'intervention du PRODAT s'inscrit adéquatement, mais dont la mise en œuvre s'avère encore assez timide (hormis la contribution des PTF).

L'évolution préoccupante de la situation sécuritaire à l'est du pays avec les attaques des groupes armés (ADF, Mai-Mai, ...) dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu impactent considérablement les activités dans la Tshopo : l'insécurité sur les routes empêche l'approvisionnement régulier de Kisangani en produits manufacturiers en provenance des pays de l'Afrique de l'est, la migration des populations des zones en conflit qui entraîne une hausse des prix des produits.

Depuis début 2020, l'apparition de la pandémie mondiale due au virus Covid-19 a des impacts importants sur la mise en œuvre de toutes activités : application de gestes barrières, télétravail, perturbations des voyages internationaux et nationaux, limitation voire interdiction des rassemblements de personnes, couvre-feu.

La forte dégradation des routes d'intérêt national et provincial, faute d'entretien par l'état, entrave largement l'évacuation des produits agricoles. Sur les routes en bon état, les péages illicites et les tracasseries ont régressé suite aux mesures prises par le nouveau Chef de l'Etat dès sa prise de poste (levée des barrières). De ce fait, une partie de la pression financière sur les producteurs est atténuée, mais de multiples taxes (perçues hors des axes de circulation) persistent néanmoins et leur destination vers un réinvestissement (dont infrastructures) pose encore question.

### **3.1.2 Contexte de gestion**

#### **3.1.2.1 Modalités de partenariat**

Un bilan approfondi en fin de conventions de subsides avec l'IPAGRI (ex-IPAPEL), IPDR et le SENASEM a permis de définir des modalités adaptées pour la poursuite de la collaboration. Du point de vue opérationnel, une note d'orientation (intégrant les lignes directrices) a pu être élaborée avec les partenaires concernés en Q2/2020, suite à une évaluation de la mise en œuvre antérieure (prenant notamment en compte le degré de satisfaction des OP par rapport aux services fournis, la performance des agents de proximité, le renforcement des liens fonctionnels avec la hiérarchie pour le coaching). Du point de vue organisationnel (dont aspects administratifs et financiers), une analyse interne très approfondie (scan organisationnel) a été effectuée en Q4/2020 ; quelques ajustements sont à effectuer, notamment pour la diligence dans la gestion (dont la mise à disposition des ressources au niveau des agents de terrain et le rapportage). Ce bilan partagé de partenariat qui est davantage une relation fonctionnelle, nous a conduit à explorer d'autres pistes de collaboration avec les STD et prendre l'orientation de la lettre d'intentions. Une lettre d'intention en faveur de l'IPAGRI est en préparation et une lettre d'intention a été signée avec l'IPDR pour l'accompagnement des formations FBS et Ecol Agri.

Il était également prévu d'initier des accords de collaboration avec les structures de recherche (INERA, IITA) ; néanmoins, des raisons diverses (non-respect d'engagements précédents, absence de représentation locale) empêchent jusque-là une concrétisation.

Des échanges et concertations ont été organisés entre le PRODAT et les principaux intervenants dans le secteur agricole et dans la protection de l'environnement (PIREDD-O/PNUD, FORETS/UE-CIFOR). Ces concertations ont permis de partager les informations clés relatives à chacun des projets et de partager certains outils et bonnes pratiques qui malheureusement ne sont pas toujours respectés sur le terrain. Un accord de partenariat a pu être conclu entre FORETS/UE-CIFOR et Enabel-Tshopo, afin de développer des synergies entre les interventions ; pour le volet agricole, celui-ci porte principalement sur l'entrepreneuriat agricole et la rizipisciculture.

#### **3.1.2.2 Modalités opérationnelles**

La Convention spécifique et le DTF (additionnel) consacrent le rôle de chacune des parties dans la mise en œuvre du programme, les modalités de gestion en régie des marchés et des contrats.

## 3.2 Performance de l'outcome



### 3.2.1 Progrès des indicateurs

**OS1** : Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés

**Tableau 1 : Les indicateurs de l'outcome**

Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur 2020	Progrès 2021	Cible 2021	Cible finale revue <sup>2</sup>	KPI
Productivité agricole (rendements riz pluvial) <sup>3</sup>	0,8 T/ha	1,6 T/ha	0.9 T/ha	1,8 T/ha	1,8 T/ha	②
Taux d'adoption de la rotation culturale <sup>4</sup>	8 %	69 %	27 %	75 %	75 %	①
Niveau de représentation des femmes dans les organes de direction des OPA	30%	52 %	42 %	50 %	50 %	③

\* KPI = Indicateurs Clés de Performance (Key Performance Indicators en anglais) : jeu d'icônes qui permettent de visualiser facilement l'avancement des résultats par rapport à l'objectif fixé (ici taux de réalisation par rapport aux valeurs cibles fixées pour le PRODAT).

Niveau de signification :

- ① Cible atteinte à moins de 25 %
- ② Cible atteinte entre 25 et 50 %
- ③ Cible atteinte entre 50 et 75 %
- ④ Cible atteinte entre 75 et 95 %
- ⑤ Cible atteinte à près de 100 % ou +

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Cette année, contrairement aux années antérieures, la collecte des données a été réalisée par des enquêteurs indépendants et non du personnel du projet. Il est donc possible que des erreurs de calcul liées à la non maîtrise des unités de mesure utilisées par les producteurs et des interprétations erronées de certaines réponses fournies ont faussé les valeurs obtenues pour certains indicateurs.

Les données de suivi évaluation indiquent une évolution peu encourageante au niveau de la productivité agricole. Cette régression de 50% pour le rendement du riz pluvial provient d'une combinaison de plusieurs facteurs :

<sup>2</sup> Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

<sup>3</sup> L'évaluation en termes de productivité agricole est limitée aux rendements (du riz pluvial, principale spéculation de rente dans la zone d'intervention) ; à terme, ces derniers pourront être mis en relation avec les facteurs de production (terre, capital, travail)

<sup>4</sup> Cet IOV a évolué vers l'adoption de la rotation culturale car plus parlant en termes de système évolutif par rapport à l'agriculture itinérante sur brûlis, épargnant la forêt (de plus, la différenciation entre jachères et forêts secondaires s'avérait quelque peu difficile pour les producteurs agricoles)

- ✓ Les perturbations climatiques entraînant une modification du calendrier cultural qui n'est pas maîtrisée par les producteurs (l'atelier CEP rapporte que certains producteurs ont tout perdu)
- ✓ Le découragement des producteurs lié à l'état des routes de dessertes, aux tracasseries multiples, taxe à répétition et prix élevé du transport. Cette situation ne les pousse pas à fournir des efforts en temps et financier pour dégager des surplus de production
- ✓ L'absence sur le terrain des agents STD qui a entraîné un relâchement dans l'application des « bonnes pratiques » comme le semis en ligne plus exigeant en main d'œuvre
- ✓ Le dysfonctionnement dans le circuit de renouvellement des semences de qualité prévu par PRODAT avec comme conséquence peu de semences disponibles obligeant les producteurs à recourir à leur ancienne semence moins performante

Le taux d'adoption de la rotation culturale retenu comme indicateur de référence de l'évolution vers un nouveau système cultural est en chute libre. Cette valeur de 27% est plus réaliste que la valeur de 69% obtenue en 2020 et qui a poussé à gonfler la cible à 75%. En effet, on parle d'un changement de comportement passant d'une agriculture itinérante sur brûlis à une agriculture plus sédentarisée orientée vers l'agro écosystème. Ces transformations dans la gestion des exploitations demandent du temps pour être durable : il ne s'agit pas de bouleverser du jour au lendemain ce que fait déjà un ménage mais de l'amener progressivement à améliorer sa façon de faire. Avec une valeur de référence de 8%, la progression à 27% est encourageante et indique la direction à suivre pour inverser progressivement les phénomènes de dégradation observable aujourd'hui.

Le niveau de représentation des femmes dans les organes des OPA reste élevé et se rapproche de la cible. Les différentes actions de promotion féminine (sensibilisation, renforcement de capacités dont programme d'alphabétisation, revue des textes légaux des OPA imposant la parité dans les comités directeurs, ciblage des OP féminines, activité d'entrepreneuriat spécifique) y ont en grande partie contribué. Néanmoins, il y aurait lieu de mieux comprendre la teneur de cet indicateur, notamment en considérant distinctement les OP mixtes et les OP féminines (le même poids étant donné à cet indicateur quel que soit la nature de l'OP).

### **3.2.3 Impact potentiel**

L'hypothèse d'un impact positif de l'amélioration des revenus des exploitations familiales et ceux des entreprises rurales de la zone d'intervention sur la compétitivité, l'attractivité et l'accès des productions et produits aux marchés reste crédible. L'évolution des orientations nationales en matière de stratégie de développement y est encore favorable. En effet, le gouvernement congolais considère toujours l'agriculture comme un des moteurs du développement économique. La stratégie de développement sectoriel envisagé à cet effet est basée sur la création des pôles de développement axé sur la promotion des filières. L'intervention du PRODAT reste donc globalement cohérente avec ces orientations nationales qui devraient favoriser l'atteinte de ses objectifs.

L'approche de mise en œuvre des activités permet de s'assurer de la durabilité des actions menées. Il s'agit d'une approche de plus en plus participative, qui responsabilise plus les acteurs bénéficiaires.

En outre, le recentrage de l'intervention sur des organisations (coopératives, associations de base, groupements, ...) œuvrant dans les chaînes de valeurs ajoutées retenues et actifs dans les bassins de production à fort potentiel identifié permettra d'accroître de manière significative la probabilité de réussite en termes de production et de commercialisation sur des marchés compétitifs.

Cependant, au vu de la durée restante du programme, les valeurs cibles des indicateurs d'impact, d'outcome et des outputs devront être revus à la baisse.

### 3.3 Performance de l'output 1



#### 3.3.1 Progrès des indicateurs

**R1** : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales

**Tableau 2 : Les indicateurs de l'output – résultat 1**

Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur 2020	Progrès 2021	Cible 2021	Cible finale revue <sup>5</sup>	KPI
<b>Output 1.1 : Des études socioéconomiques sur les spéculations prioritaires et les bassins de production sont réalisées</b>						
<b>Output 1.2 : Une offre d'intrant spécifique semences en lien avec les OPA, les institutions publiques et la recherche appliquée est développée</b>						
Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles	10 %	79 %	66 %	70 %	30 %	3
<b>Output 1.3 : Les techniques de production sont améliorées et des techniques innovantes sont introduites par le biais de la recherche participative</b>						
Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusés auprès des OP et des exploitations familiales	Semis en ligne : 3%	86 %	66 %	80 %	80 %	3
	Semis sous couvert végétal : 0%	53 %	31 %	25 %	50 %	4
	Agroforesterie : 2%	37 %	20 %	30 %	30 %	2
<b>Output 1.4 : Les OPA et les prestataires de services sont accompagnés dans leurs rôles de fournitures de services d'appui conseils</b>						
Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA	Accès aux semences : 14%	82 %	86 %	80 %	80 %	4
	Appui à la commercialisation : 7%	46 %	33 %	30 %	30 %	4
<b>Output 1.5 : L'accès à des outils et petits équipements valorisant le travail des femmes est assuré</b>						
<b>Output 1.6 : Appui de proximité à la production agricole</b>						

<sup>5</sup> Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

### 3.3.2 État d'avancement des principales activités

**Tableau 3 : Niveau de réalisation des activités sur l'output – résultat 1<sup>6</sup>**

État d'avancement des principales activités	État d'avancement				Commentaires
	A	B	C	D	
Tenue d'études au niveau national (interprovincial) : filière palmier à huile (juin 2021)			X		Cette étude a été pilotée par le niveau central (contrat cadre) avec peu d'influence du PRODAT
Diffusion 1 <sup>ère</sup> vague de capitalisation des expériences (à mettre à jour d'ici fin 2022)		X			
Adaptation de l'offre projet en regard de la typologie des OP		X			
Suivi et analyse des comptes d'exploitation		X			
Proposition de modèles de systèmes cultureux durables (du point de vue environnemental et économique)			X		L'étude identifiée au niveau central (contrat cadre) n'a pas abouti
Consolidation des réseaux et renforcement de la professionnalisation des agri multiplicateurs et des pépiniéristes		X			
Amélioration de la disponibilité en matériel végétal de base (auprès des structures de recherche : INERA, IFA)			X		Les CdS identifiées avec ces structures ont évolué vers une nouvelle forme de partenariat « la lettre d'intentions ». Cette évolution a pris un peu de retard dans sa mise en application.
Consolidation des champs écoles paysans avec une dimension scientifique approfondie (recherche-action en milieu paysan)		X			
Poursuite de la duplication de l'exploitation des bas-fonds (dont rizipisciculture) et de l'horticulture (maraichage, fruitiers)			X		L'aménagement des bas-fonds soulève quelques questions de maintien de la fertilité du sol dans le temps. Cet élément est à analyser avant de dupliquer l'expérience.
Renforcement des pratiques agroforestières (utilisation d'arbres fertilisants et économiques)			X		L'agroforesterie dans une zone forestière n'est pas facile à mettre en place
Mise en œuvre du plan d'accompagnement des ressources endogènes des OP			X		
Mise en œuvre de plans de développement organisationnel pour les OP les plus matures			X		Nombre d'OP encadrées trop élevé pour mener à bien cette activité dans les délais
Mobilisation des radios rurales et clubs d'écoute (vulgarisation des bonnes pratiques)			X		Nombreuses pannes au niveau du fonctionnement des radios locales et demande d'évaluation de l'impact de cette approche.
Diffusion d'outillages / petits équipements adaptés et de semences maraichères, à travers les boutiques d'intrants (portées par des OP féminines)		X			

<sup>6</sup> A=Les activités sont en avance ; B=activités sont dans les délais ; C=les activités sont retardées, des mesures correctives doivent être prises, D=Les activités ont pris un sérieux retard (6 mois), des mesures majeures sont requises

Synergie avec autres projets à caractère environnemental : FORETS/UE-CIFOR (mise en œuvre protocole d'accord, dont rizipisciculture, exploitation du réseau des agrimultiplicateurs et pépiniéristes), SAVANE-PIREDD/AFD (mise en œuvre de crédits pour des projets agricoles durables), PIREDD-O/PNUD			X	Le changement d'IM en cours d'année, sans passation, a ralenti cette synergie.
--	--	--	---	--

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

#### Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles

L'évolution de la majorité des indicateurs est à la baisse par rapport aux niveaux atteints en 2020 mais reste dans le vert par rapport à l'objectif final. Cette tendance observée entre 2020 et 2021 s'explique en grande partie par le retrait des STD dans leur rôle d'encadrement.

De manière plus spécifique, la filière semence a souffert d'un appui tardif de livraison de semences par le programme et d'un paiement décalé des agri-X par les acheteurs ce qui a entravé le bon fonctionnement du circuit d'approvisionnement.

S'agissant des agri-X, si le principe d'une professionnalisation passant notamment par une maîtrise des outils de gestion de base (compte d'exploitation) est assimilé, il n'est pas encore systématiquement utilisé. Le nombre d'agri-X encadré par le PRODAT (plus de 170) est trop élevé pour un travail d'accompagnement rapproché et une consolidation des acquis. Ce nombre sera donc revu pour définir un noyau susceptible de pérenniser leurs activités.

Le COPROSEM, cadre de concertation qui doit jouer un rôle important dans l'échange d'informations et la mise en relation de l'offre et la demande, n'est pas fonctionnel car on attend toujours un accord formel du Ministre quant à sa composition. Ce retard dans la mise en œuvre de cette structure impacte sur l'organisation du marché des semences et la consolidation des circuits d'écoulement.

#### Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables

Le changement en matière de pratiques agricoles améliorées respectueuses de l'environnement (itinéraires techniques innovants et durables) maintient sa progression significative même si encore limitée en termes de couverture spatiale. Les résultats obtenus avec l'approche CEP sont encourageants : les groupes formés et les producteurs concernés poursuivent la mise en œuvre des acquis de formation (semis en ligne, semis sous couverture végétale, utilisation de semences de qualité) et pour certains développent des activités annexes (travaux communautaires, mise en place d'initiatives solidaires) pour une meilleure durabilité de leur groupe. Une certaine réplique des pratiques commence à s'observer chez des producteurs voisins, non membre des groupements.

Les contraintes principales qui persistent dans l'approche CEP sont essentiellement :

- le manque de mobilisation des agents de l'ITAGRI,
- la faible disponibilité des agronomes d'antenne d'Enabel pour un suivi régulier,
- le manque de petits matériels pour la collecte de données (décamètre, balance)
- la présence d'insectes ravageurs et de maladies non-identifiées.

L'intensification de l'approche CEP combinée aux champs de démonstration va permettre une large vulgarisation des techniques améliorées de production agricole et concourir à l'atteinte du résultat.

#### Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA

Les organisations paysannes agricoles sont des acteurs fondamentaux dans le développement des filières ciblées (riz, maïs, manioc et huile de palme). Les achats et ventes groupés font partie des services de base qu'une association est sensée rendre à ses membres. Si les indicateurs de ces données sont encourageants (86% pour l'accès aux semences et 33% pour l'appui à la commercialisation) ; ils ne sont pas suffisants pour parler d'une évolution positive du dispositif d'accompagnement et d'appui conseil porté par les OPA. Le rôle des OPA est considéré comme essentiel dans la stratégie mise en œuvre par le PRODAT. Il est donc crucial pour le Programme de réaliser un accompagnement de qualité de celle-ci afin d'assurer leur développement efficace et durable allant vers une viabilité et une autonomie accrue.

Le recentrage géographique des activités prévu en 2022 et la réduction du nombre d'OPA (passer de 267 à 80) devra permettre aux OP retenues de se renforcer et d'évoluer vers une position d'acteurs efficaces et reconnus dans leurs domaines d'intervention.

### **Pépinière encadrée par PRODAT**



### 3.4 Performance de l'output 2



#### 3.4.1 Progrès des indicateurs

**R2** : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés

**Tableau 4 : Les indicateurs de l'output – résultat 2**

Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur 2020	Progrès 2021	Cible 2021	Cible finale revue 7	KPI
<b>Output 2.1 : Facilitation de l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles</b>						
<b>Output 2.2 : Accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des investissements</b>						
Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu	Riz : oT	679 T	500,8 T	1.200 T	1.200 T	①
	Manioc : oT	254 T	119,4 T	150 T	300 T	③
Quantités de produits agricoles stockées au niveau d'unités spécifiques	oT	361 T	549 T	800 T	800 T	②
<b>Output 2.3 : Renforcement des compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat agricole et de leadership</b>						
<b>Output 2.4 : Mettre en place un dispositif performant d'information sur les prix, les marchés et les statistiques (voir Output 2.5)</b>						
<b>Output 2.5 : Amélioration des capacités des OPA et de leurs faitières dans la commercialisation</b>						
Quantités de produits agricoles commercialisées (à travers des circuits maîtrisés)	o T	550 T	358 T	600 T	600 T	②
<b>Output 2.6 : Appui en entrepreneuriat agricole</b>						
<b>Output 2.7 : Appui de proximité au renforcement de capacités</b>						

#### 3.4.2 État d'avancement des principales activités

**Tableau 5 : Niveau de réalisation des activités sur l'output – résultat 2**

État d'avancement des principales activités	État d'avancement				Commentaires
	A	B	C	D	
Consolidation du maillage en unités de transformation et de stockage			X		La consolidation demande de nouvelles acquisitions qui attendent les résultats des analyses de performances des équipements.

<sup>7</sup> Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

État d'avancement des principales activités	État d'avancement				Commentaires
	A	B	C	D	
Introduction d'une technique de construction améliorée avec briques autobloquantes ou stabilisées (unités de stockage, abris pour unités de transformation, boutiques d'intrants)				X	Activité annulée sur base des recommandations de l'expert infra
Renforcement de la gestion des unités de transformation et de stockage (avec des outils adaptés)			X		Plusieurs marchés infructueux : pas de candidats suite aux exigences des documents administratifs compliqués pour les potentiels soumissionnaires.
Consolidation du dispositif de mécaniciens/artisans locaux pour la maintenance des équipements de transformation			X		Marché lancé début décembre
Diffusion à grande échelle des sacs PICS (à travers les boutiques d'intrants)		X			
Accès au financement : valorisation des tontines villageoises initiée (AVEC), partenariat avec Savane-PIREDD/AFD			X		Marché infructueux relancé. Démarrage prévu début janvier
Mise à l'échelle des expériences de ventes groupées et de crédit stockage (au niveau des bureaux de vente, implantés auprès des unités de stockage), avec mobilisation/renforcement de l'OP faitière (UPDKIS)			X		La signature de la CdS avec UPDKIS a pris du retard suite à un travail de fond avec le volet finance d'Enabel
Mise en relation avec les grands acheteurs (Kisangani, marché de l'Est)			X		Difficulté rencontrée dans la mise en œuvre de la CdS EUCORD : AT régulièrement malade qui ne remplit pas son rôle à 100%
Appui à l'entrepreneuriat agricole : application des comptes d'exploitation, techniques de marketing et de positionnement sur le marché, mobilisation d'une expertise extérieure (expérience GIZ) avec mise à l'échelle		X			

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'évolution des indicateurs de suivi de l'output 2 ne reflète pas la dynamique de changement enclenchés cette année. Il est à regretter que les données collectées, suite à un manque de concertation entre responsable S/E et R2, ne couvrent pas l'ensemble des sites stratégiques identifiés comme centres importants de regroupements de produits destinés à la vente groupée (cf. ADTCFI à Ilambi/Isangi).

#### Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu

Pour les produits transformés, la concurrence des privés de la zone, offrant un service mieux adapté aux besoins locaux (décortiqueuse de capacité élevée/service de transport des produits assuré, etc.), s'accroît.

L'étude commanditée sur le diagnostic des capacités des unités de transformation installées par le PRODAT montre :

- Un taux de panne élevée par manque d'entretien (30%)
- Un mauvais choix stratégique pour certains équipements (vanneuse manuelle, malaxeur huile de palme, décortiqueuse N70 à vis)
- Des infrastructures abritant les équipements vétustes et inadaptées (4 pieux et un toit en tôle)
- Une gestion inexistante des déchets générés par les UT et autour des UT

Pour remédier à cette situation, il est prévu de :

- Former au sein des UT et à l'extérieur, une main d'œuvre qualifiée pour l'utilisation et la maintenance des équipements
- Réaliser la construction de 16 centres multiservices
- Sensibiliser à la gestion des déchets et initier des traitements simples
- Compléter/transformer certains équipements pour améliorer l'erreur de choix à la base

### Quantités de produits agricoles stockées au niveau d'unités spécifiques

Au niveau des unités de stockage, un effort reste à fournir dans la tenue des outils de gestion et la régularité dans le remplissage des documents. Il serait également intéressant, après la construction des 5 nouvelles infrastructures de stockage, de planifier une formation sur les techniques de stockage et en gestion de stock. En effet, l'évolution vers une agriculture contractuelle exige le respect de normes « produits » et d'hygiène pour accéder à certains marchés et aboutir à la signature d'un contrat.

### Quantités de produits agricoles commercialisées

Bien que l'on constate en 2021 une baisse des volumes commercialisés, les producteurs/OPA apprécient le dispositif de vente groupée initié. Malheureusement et jusque-là, cette activité est quasi-totalement dépendante de l'appui du PRODAT, en raison de l'absence de structures et de services de microfinances adaptés dans la zone. Un retard dans l'appui ou l'organisation des ventes groupées, comme ce fut le cas pour l'année passée où l'opération ne s'est exécutée qu'en une saison, entraîne la reprise des produits par les propriétaires qui les vendent individuellement.

Des actions sont en cours, avec les CdS UPDKIS et EUCORD pour organiser le circuit de commercialisation, trouver et nouer des relations d'affaires avec des clients localement importants et obtenir du financement pour ces activités de commercialisation par l'intermédiaire du GIE en création au sein de l'UPDKIS.

Nous devons travailler aussi au renforcement de la confiance entre UPDKIS et les adhérents aux opérations de vente groupées par les BV et l'appui au financement de ces activités par les tontines et l'accès aux micro-crédits.

### **Formation des formateurs en entrepreneuriat agricole**



### 3.5 Performance de l'output 3



#### 3.5.1 Progrès des indicateurs

**R 3 :** Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole

**Tableau 6 : Les indicateurs de l'output – résultat 3**

Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur 2020	Progrès 2021	Cible 2021	Cible finale revue <sup>8</sup>	KPI
<b>Output 3.1 : Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole</b>						
<b>Output 3.2 : Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole</b>						
<b>Output 3.3 : Renforcement des services clés de l'agriculture</b>						
<b>Output 3.4 : Appui spécifique au SENASEM et l'INERA en lien avec les services et produits attendus</b>						
Indice de satisfaction des OPA pour les services rendus par les services techniques	21 %	80 %	81 %	80 %	80 %	4

#### 3.5.2 État d'avancement des principales activités

**Tableau 7 : Niveau de réalisation des activités sur l'output – résultat 3**

État d'avancement des principales activités	État d'avancement				Commentaires
	A	B	C	D	
Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole : appui au COPROSEM voire au CCPA (ou DPEA) et à la mise en œuvre du PPIA		X			
Communication des résultats obtenus et capitalisation des expériences PRODAT ainsi que de celles des partenaires (STD)			X		Le processus de capitalisation est enclenché avec une série de notes (4) envoyés à la personne ressource d'Enabel. L'équipe attend le retour des commentaires /orientations qui tardent pour poursuivre l'amélioration de ce 1er jet
Poursuite de la collaboration avec IPAGRI et SENASEM (dont mobilisation d'un dispositif d'accompagnement de proximité) avec revue de certaines modalités suite à un bilan approfondi			X		Le passage à un nouveau mode de collaboration a nécessité quelques ajustements de compréhension
Réorientation de la collaboration avec IPDR (mobilisation ponctuelle de certains services) et INERA (en complémentarité avec IFA, pour la mise à disposition de matériel végétal de base et la recherche-action en milieu paysan)		X			

<sup>8</sup> Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le suivi de l'indicateur de l'output 3 qui a atteint sa cible finale de 80% d'indice de satisfaction depuis 2020 montre une stabilité dans le temps ce qui est un signe prometteur d'une évolution acquise.

Au début de l'intervention, les appuis les plus significatifs apportés aux STD se faisaient sous forme de CdS et consistaient à faciliter leur présence au plus près des OPA et ménages agricoles pour assurer la mise en œuvre d'appuis conseils et de coaching des agents de terrain. L'approche choisie de renforcement de ressources endogènes au sein des OPA encadrées par le PRODAT (techniciens, animateurs) a contribué à la facilitation du travail des STD en se focalisant sur des interlocuteurs spécifiques et en réduisant la fréquence des visites.

2021 a été un tournant dans cet appui basé essentiellement sur des transferts de ressources financières en échange d'une prestation de service pour évoluer vers un renforcement de capacités dans le cadre d'un apprentissage par l'action en préparant ces services puis en les associant aux activités PRODAT qui les concernent (lettre d'intentions). Cette approche basée sur des chantiers et livrables est plus spécifique et ponctuelle.

En juin, l'IPDR a signé la 1<sup>ère</sup> lettre d'intention pour la mise en œuvre des activités de formation en entrepreneuriat agricole (30 animateurs internes formés et mise en œuvre de 37 animations FBS). La lettre pour IPAGRI est en préparation.

Sur les autres thématiques, les résultats sont cependant légers :

- peu d'avancées de capitalisation faute d'agents outillés sur ces questions. Néanmoins, un exercice a été mené avec l'IPAGRI sur la plus-value apportée auprès des OPA et ménages agricoles suite à l'accompagnement de proximité
- pas d'appui réalisé cette année au niveau du SENASEM (la CdS n'a pas abouti) et la collaboration avec l'INERA se limite à la mise à disposition de matériel végétal de base qui n'est pas encore réalisé correctement pour l'ensemble des spéculations

#### Apprentissage du semis en ligne



### 3.6 Performance de l'output 4



#### 3.6.1 Progrès des indicateurs

**R 4 :** Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques

**Tableau 8 : Les indicateurs de l'output – résultat 4**

Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur 2020	Progrès 2021	Cible 2021	Cible finale revue 9	KPI
<b>Output 4.1 : Accompagner les acteurs potentiels du développement local</b>						
<b>Output 4.2 : Appuyer la concertation multi acteurs et multisectorielle</b>						
<b>Output 4.3 : Appui à la promotion du Genre dans le cadre de la mise en œuvre du développement local</b>						
<b>Output 4.4 : Stimuler l'insertion professionnelle et la création d'emploi pour les jeunes favorisant le développement local de l'hinterland d'Isangi</b>						
<b>Output 4.5 : Assurer le Monitoring, Suivi-évaluation et Capitalisation du résultat commun</b>						
Nombre de cadres concertations fonctionnels	0	10	3 (Isangi)	15	20	①
Nombre d'éléments thématiques diagnostiqués	0	2	5	5	5	④
Niveau de praticabilité des tronçons principaux	Routier : 0%	45 %	33 %	100 %	100 %	②
	Fluvial : 0%	30 %	125 %	100 %	100 %	④

#### 3.6.2 État d'avancement des principales activités

**Tableau 9 : Niveau de réalisation des activités sur l'output – résultat 3**

État d'avancement des principales activités	État d'avancement				Commentaires
	A	B	C	D	
Appui aux initiatives/dynamiques de concertation locale		X			
Cartographier le foncier disponible et identifier les modalités de son occupation potentielle pour alimenter le référentiel de zone	X				
Identifier et cartographier les infrastructures préexistantes pour alimenter le référentiel de zone	X				
Finaliser l'identification des acteurs clés via un processus de diagnostic participatif (organisations ou personnes physiques) pour alimenter le référentiel de zone	X				
Capitaliser les plans de développement locaux existants et identifier les mécanismes de concertation préexistants à l'intervention, formels et informels, pour alimenter le référentiel de zone	X				

<sup>9</sup> Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

Sensibiliser à l'approche droits (genre, violences sexuelles, nutrition) afin de créer des systèmes d'alerte qui permettent de prendre en charge les victimes de violence sexuelle endéans 72h, et les enfants malnutris		X			
Promouvoir le Genre par l'accompagnement au développement des mouvements associatifs et coopératives dédiés aux femmes productrices (Tontines, Mutuelles, etc.)		X			
Etablissement des cartes des chaînes de valeur agricole et des flux économiques pour alimenter le référentiel de zone	X				
Identifier des projets moteurs de dynamisme local				X	Cette activité a été reportée à 2022
Intégrer la réhabilitation/ gestion des infrastructures de desserte agricole selon une perspective multimodale (pistes, routes, voies d'eau)				X	Cette approche se met doucement en place à travers les chantiers écoles.
Contribuer aux dynamiques locales d'aménagement (implication des jeunes) du réseau multimodal d'évacuation des produits agricoles		X			
Fixer le fonctionnement et l'organisation d'un espace de concertation/rencontre avec les parties prenantes basé sur les cadres de concertation, formels et informels, préexistants		X			
Appuyer les acteurs à élaborer un plan d'actions prioritaires conçu comme un ensemble de projets qui répondent aux enjeux communs des acteurs avec une zone d'action commune sur base des cartographies participatives				X	Toute la mise en place de cette approche a pris du retard et les étapes antérieures permettant l'élaboration de plans d'action prioritaires ont été validées en fin d'année (référentiel de zone)

### 3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les indicateurs de cet output affichent l'état d'avancement suivant :

- Une difficulté dans la mise en place des cadres de concertation fonctionnels au sens formel des structures d'encadrement. La formalisation conduit à des lourdeurs administratives/revendications de prise en charge qui freinent le bon déroulement de ces cadres. La zone d'intervention du PRODAT englobe trois territoires (Isangi, Banalia et Opala). Il était prévu l'appui-accompagnement de 15 cadres de concertation, en raison de 5 cadres par territoire. Le territoire d'Isangi, territoire pilote du DL/DT bénéficiant d'une assistance technique dans le domaine, a assuré l'appui -accompagnement de 3 cadres de concertation correspondant à un taux de réalisation de 60%. Il est à noter que le fonctionnement de ces cadres a permis la résolution de certains problèmes locaux dont quelques conflits fonciers (cadre de concertation du Secteur de Babelota qui a résolu un conflit foncier opposant deux villages).
- La réalisation d'une analyse diagnostique complète du territoire d'Isangi. La méthodologie de ce diagnostic basée sur la tenue de focus groupe, atelier participatif, rencontre et collecte de documents a pris une année et a abouti à l'élaboration d'un outil de base « Le référentiel de zone ». Ce référentiel renferme toute une série de données qui devront être traduites en plan d'actions prioritaires avec à la clé des projets moteurs portés par les acteurs locaux (objectif pour 2022).
- Le niveau de praticabilité des voies de communication, pour le territoire d'Isangi et non pour l'ensemble de la zone d'intervention du programme, est passé de 25% en 2020 à 33% en 2021 pour le routier et de 30% à 125% pour le fluvial avec le balisage de la rivière Lomami. Cette progression a facilité la circulation des personnes et des biens pour atteindre les marchés, écoles, structures sanitaires. La faible progression de l'indicateur dans le domaine routier malgré l'encadrement apporté s'explique par des dynamiques locales d'entretien des routes limitées dans leurs moyens matériels en dépit de leur engagement. Un autre aspect qui a ralenti le dynamisme de ces communautés et créé un

sentiment de frustration : un traitement différent sur les chantiers écoles où les lauréats qui renforcent leur compétence reçoivent des frais de restauration alors que les membres du comité travaillent bénévolement.

### Chantier école de Yanonge



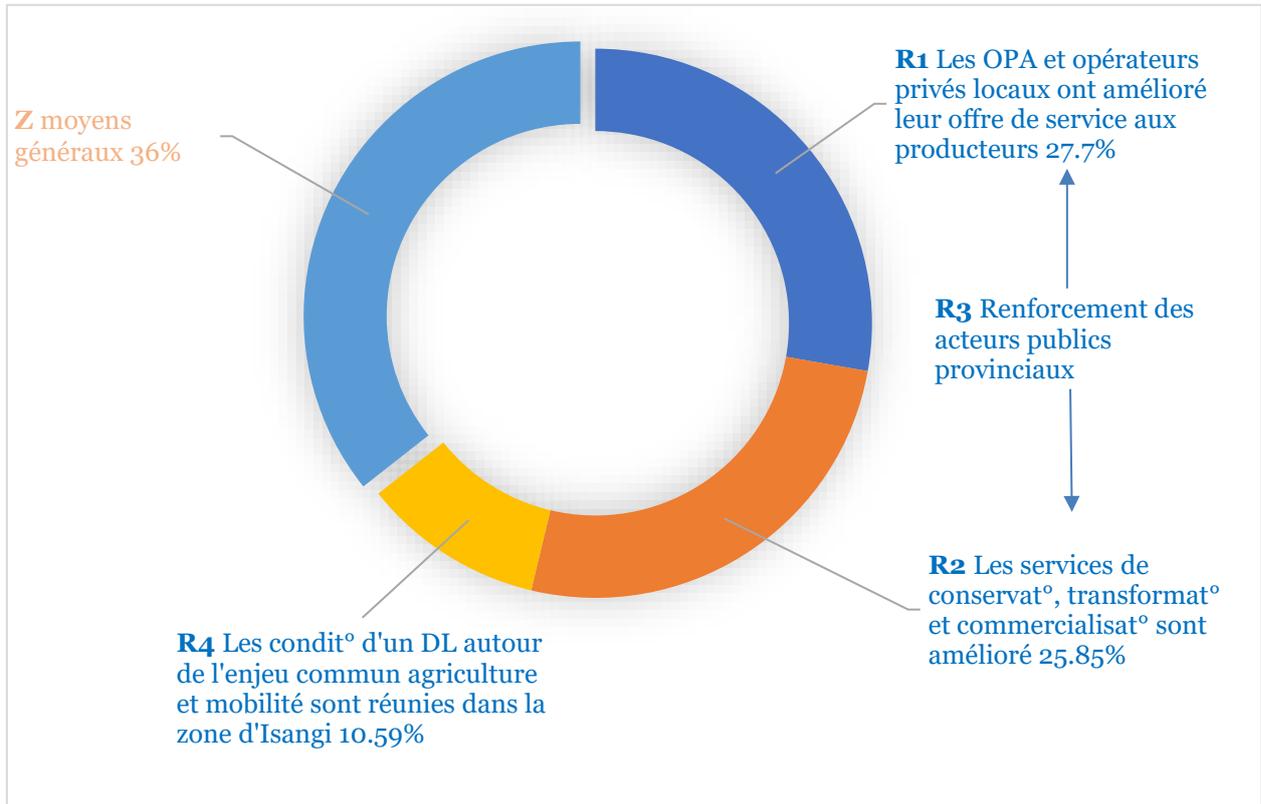
## 4 Suivi budgétaire

Désignation	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2021
		Années précédentes (2015-2020)	Année couverte par le rapport (2021)		
Total	15.000.000 €	9.757.790 €	2.154.726 €	3.087.484 €	79.41 %
R1 Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	4.873.441 €	3.540.983 €	597.027 €	709.446 €	83.06 %
R2 Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	2.538.961 €	1.079.473 €	557.002 €	902.486 €	64.45 %
R3 Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	907.228 €	684.263 €	6.530 €	216.436 €	76.14 %
R4 Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité sont réunies dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques	765.866 €	98.103 €	228.312 €	439.453 €	42.62 %
<b>T</b>	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0%
<b>Z</b>	5.914.504 €	4.354.969 €	765.854 €	819.664 €	86.58 %

(\*) Le taux de déboursement doit être compris comme le taux d'exécution budgétaire

Le niveau de réalisation financier 2021 (total des 4T) par rapport à la planification version Q1-2021 est estimée à 107%. Le taux d'exécution budgétaire du PRODAT à la fin de l'année 2021 par rapport au budget total est de 79.4 %. Tenant compte de la période d'exécution opérationnelle (87,5%) ; ce chiffre n'est pas très élevé. Il s'explique par le plafonnement des dépenses entre 2017 et 2019. En effet, pendant cette période, le PRODAT a orienté son intervention principalement vers l'appui-conseil et le coaching de proximité aux dépens d'activités plus budgétivores (formations en atelier, investissements lourds).

**Figure 1 : Répartition des dépenses 2021 par centre d'engagement**  
(Basée sur les dépenses Q1 à Q4)



Les dépenses des moyens généraux représentent 36 % des dépenses totales. Ce chiffre paraît élevé mais s'explique par le choix stratégique du PRODAT orienté soft (appui-conseil / coaching) et non hard (infrastructure / aménagement de piste) qui sont des activités plus budgétivores.

## 5 Risques et problèmes

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description	Période d'identificat°	Catég	Probab.	Impact potentiel	Total	Action(s)	Respons.	Echéance	Progression	Statut
L'évolution potentielle de la pandémie Covid19 risque de perturber le programme (retard et/ou non faisabilité de certaines actions liées aux transports - voyages AT et matériels)	15/03/2020	OPS	Moyen	Haute	Haute	En dehors des zones de contrôle et d'influence du Programme			Vaccination respect des gestes de protection	En cours
Double financement d'une même activité suite à un usage inapproprié des fonds dans le cadre des Conventions de Subsidés (avance partenaire, financement RH par d'autres bailleurs)	01/01/2016	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	Analyse des rapports financiers, Time sheet Encadrement rapproché des structures bénéficiant d'une CdS Réunion régulière sur l'état d'avancement de la CdS	Gestionnaire des Subsidés	NA	Suivi trimestriel	En cours
Revendications de certains partenaires (STD) ou bénéficiaires (OP) du Programme suite au recentrage géographique des actions PRODAT et blocage de collaboration/partenariat	01/12/2021	DEV	Moyen	Faible	Faible	Documenter le processus de recentrage géographique des activités Mise à jour de la typologie des OPA Etablir une liste de critères de sélection transparente	IM PRODAT	03/2022	Partage des recommandations "rapport d'appui au projet PRODAT" Atelier d'analyse des 4 CdV PRODAT Actualisation de la typologie des OPA	En cours
La perturbation du taux de change (EUR/USD, USD/FC) qui impacte sur l'attribution de nos marchés et la motivation de certains collègues qui voient leur pouvoir d'achat baisser	06/11/2015	FIN	Faible	Moyen	Faible	Améliorer le processus de validation des contrats (subsidés, lettre d'intention, etc.) Prendre en compte les risques de fluctuation du taux de change dans la planification budgétaire.	RAFI,	NA	Formation sur les processus de marchés publics	En cours
Faible durabilité des actions de renforcement des capacités des partenaires étatiques et de maintenance des investissements réalisés par le PRODAT	13/12/2019	DEV	Moyen	Haut	Haut	Maintenir la collaboration technique avec les STD (lettre d'intentions pour appuis sur la base de chantiers et livrables) Impliquer les acteurs locaux dans le processus de prise en charge des entretiens (routiers, infrastructures)	Expert DL et Experts RC	06/2022	Rédaction de lettres d'intention avec IPAGRI, SENASEM et OVDA Identification de dynamiques locales	En cours
Les partenaires ne s'engagent pas suffisamment à cause des nouvelles formes de collaboration proposées ce	27/11/2021	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Sensibiliser sur les outils de collaboration (la lettre d'intentions à remplacer la CdS)	IM PRODAT	03/2022	Processus en cours mais clarifications à apporter sur les modalités	En cours

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description	Période d'identificat°	Catég	Probab.	Impact potentiel	Total	Action(s)	Respons.	Echéance	Progression	Statut
qui met en péril le partenariat pourtant indispensable pour l'atteinte des résultats										
Diminution des rendements de production et donc du revenu du producteur suite au changement climatique observé (décalage des périodes pluvieuses/sèches, modification de la durée de ces périodes)	06/11/2015	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Développer la gestion intégrée des sols avec des nouvelles pratiques culturales de restauration des sols (rotation et association) Travailler avec les services de la recherche (semences adaptées, nouvelles variétés, ...) Installer des compostières	ATN Production Agricole	Permanente	Augmentation du nombre de CEP Installation de nouveaux champs de démonstration	En cours
Perturbation des dynamiques positives par le turn-over au sein des RH (niveau Représentation, Coordination provinciale, Interventions et Ministères)	25/01/2021	OPS	Moyen	Faible	Faible	Garantir un tuilage conséquent, avec considération/ évaluation objective de l'existant	Coordonnateur Provincial Enabel	Permanente	Cadre en place	En cours
Perte de motivation des RH impliquées dans la mise en œuvre du programme par la nouvelle grille salariale et classification des fonctions pour certains agents.	25/01/2021	OPS	Faible	Faible	Faible	Revoir les fiches de fonction/poste Définir clairement les tâches/responsabilités Améliorer la qualité des CDD	Coordonnateur Provincial Enabel, IM	03/2021	Actualisation des CDD 2022	En cours
L'accentuation de la dégradation de l'économie provinciale empêche l'amélioration de l'écoulement des produits suite à la réduction du pouvoir d'achat	27/11/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Améliorer la compétitivité des produits de la Tshopo sur les marchés locaux et régionaux	ATI AE	11/2022	Conventions des subsides (EUCORD-UPDKIS) signées	En cours
Faible niveau de la gestion des stocks et de la traçabilité du matériel	27/11/2014	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	Mise à jour de l'inventaire Installer logiciel simple de gestion de stock signature RAFI sur fiche sortie entrepôt	Logisticien, RAFI	03/2022	Mise à jour de l'inventaire	En cours
Non réalisation de certaines activités dues à la lourdeur des procédures	25/01/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Améliorer la communication entre les Opérationnels et l'ADMINFIN	IM PRODAT, RAFI	N/A	Cadre en place (Réunion de coordination)	En cours

## 6 Synergies et complémentarités

### 6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Un plan de synergies avec les autres interventions de la Tshopo : EDUT/PADP/PLVS a été élaboré. Si l'année 2021 a permis de concrétiser certaines activités ; le taux d'avance de mise en œuvre de ce plan reste bas et nécessite une révision.

#### EDUT-PRODAT

La mise en place de chantier école pour la réhabilitation des voies de desserte agricole est une réussite de l'année 2021. Par contre la formation de jeunes accompagnateurs en entrepreneuriat pour appuyer les OPA dans leur gestion, prévu dans le deuxième semestre, a pris du retard et se reporte sur 2022.

Au même titre que la valorisation des élèves menuisiers dans la fabrication des signaux de balisage en bois et d'ouvrages d'art ; une valorisation des élèves en mécanique pour la maintenance/réparation d'équipements agricoles est attendue pour 2022.

#### PADP/PLVS (projet santé) – PRODAT

Les interactions entre ces deux secteurs « agriculture et santé » pourtant évidentes sur la promotion de la sécurité alimentaire et les aspects nutritionnels ont peu progressé. Une réflexion à chaud de ce constat : la séparation géographique des équipes (les programmes sont logés dans des bureaux différents contrairement à EDUT et PRODAT) et le choix des CdV appuyées par PRODAT (riz/manioc/huile de palme/maïs). L'introduction de la diversification des cultures (soja, arachide, haricot) et l'installation envisagée de jardin de case au niveau des centres de santé avec un service maternité vont permettre de relancer cette dynamique.

Des éléments nutritionnels utilisés et fournis dans le cadre des programmes « santé » ont été intégrés dans le manuel de formation en entrepreneuriat agricole (Farmer Business School), afin d'illustrer de manière pratique et adaptée au contexte local l'aspect « Gérer l'exploitation agricole pour assez de nourriture »

Pour ce qui est des sensibilisations en milieu rural sur les violences sexuelles et le VIH/sida ; ces activités se sont déroulées plus ou moins conformément au planning.

#### PROGRAMME AGRICOLE DE LA RDC - PRODAT

Une synergie sur la mutualisation des moyens a été respectée (étude sur la filière palmier à huile, mission backstopping) mais les échanges d'expériences prévues n'ont pas pu être reprogrammées suite à la crise sanitaire Covid-19 qui s'est poursuivie à l'exception d'une mission de deux experts nationaux du Programme agricole du Kasai en Juillet.

### 6.2 Avec les projets pour tiers

Sans objet dans ce cas.

### 6.3 Autres synergies et complémentarités

Des synergies et complémentarités sont en train d'être développées avec deux interventions tournées plus particulièrement vers les aspects environnementaux et forestiers : FOREST/UE-CIFOR et PIREDD-O/PNUD. L'approche développement local/territorial est explorée avec ces deux partenaires.

Un protocole d'accord entre FOREST/UE-CIFOR et Enabel-Tshopo a été signé en septembre 2020 et sa mise en œuvre concerne, notamment pour le volet agricole, la valorisation des agri multiplicateurs et pépiniéristes et le développement de la rizipisciculture dans les bas-fonds. Un atelier de bilan d'avancement de ce protocole s'est tenu en Juillet 2020, donnant des orientations de collaboration et précisant des conseils techniques entre les deux parties.

## 7 Thèmes transversaux

### 7.1 Environnement et changement climatique

La protection de l'environnement est au cœur du programme (recul de l'agriculture sur brûlis et sédentarisation des modes d'exploitation) et reste une préoccupation primordiale pour toute action engagée.

Le PRODAT travaille sur les lignes de force suivantes :

- éviter la poursuite de la dégradation des ressources naturelles (sols, forêts, biodiversité) en choisissant des approches, méthodes et produits adaptés
- prendre en compte le fait que l'environnement naturel fragile pourrait remettre en cause les résultats espérés du projet (changements climatiques marqués, inondations, baisses de rendements)
- considérer les aspects environnementaux comme autant d'opportunités pour rechercher des options qui concilient (par exemple) génération de revenus et protection des écosystèmes (cultures associées, fumure organique, rotations, vision globale au niveau des bassins) et explorer de nouvelles voies notamment dans le domaine de l'énergie.

Toutes ces actions entreprises sont conçues puis mises en œuvre en lien avec les services techniques de l'agriculture, les partenaires de recherche & développement, les organisations de producteurs agricoles.

### 7.2 Genre

La stratégie et le plan d'action « Genre » du PRODAT ont été élaborés en 2017 avec la participation des OPA féminines, des représentantes des OPA mixtes, des services techniques en charge de la promotion du genre au niveau des territoires et de la Province.

Les lignes directrices tracées dans ces documents restent d'actualité et il s'agit de :

- Privilégier l'implication des femmes dans les activités mises en œuvre
- Favoriser un accès équitable aux biens et services mis à disposition des acteurs par le programme
- Favoriser un suivi-évaluation sexo-spécifique du PRODAT, du secteur agricole et des institutions partenaires
- Appuyer les institutions partenaires à prendre en charge la dimension genre dans leurs plans d'action
- Favoriser des conditions de travail adaptées aux spécificités et équilibres de genre.

La femme est activement impliquée dans toutes les opérations culturales à savoir le labour, le semis, le sarclage, le transport, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Par contre, l'accès et le contrôle des bénéfices du secteur par la femme reste problématique et reste du domaine du mari.

En 2021, le PRODAT a donc poursuivi ses activités de renforcement des femmes de façon transversale et continue, avec un accent particulier sur l'entreprenariat féminin.

Des séances de renforcement de capacités spécifiques aux femmes ont été initiées et doivent se poursuivre en 2022 en vue de renforcer leur émancipation et leur prise de pouvoir (FBS/ECOL-Agri). Un regard particulier sera posé quant au pouvoir de gestion des vivres et des revenus issus de l'exploitation familiale. Le programme cherchera ainsi à promouvoir une prise de décision partagée entre les hommes et les femmes à ce sujet.

La mise à disposition et le test de petits équipements destinés à soulager le travail des femmes se sont poursuivis en 2021 : houe-fourche pour le sarclage/enfouissement, faucilles pour la récolte du riz, moulins (manioc, maïs). La mise en place de boutiques d'intrants, portées par des OP féminines a été initiée sous forme soft et toutes les attentes n'ont pas été atteintes suite à une erreur de ciblage pour certains petits équipements trop orientés innovation en oubliant les campagnes de démonstration indispensables (utilisation à travers les CEP).



En plus d'œuvrer pour le renforcement des bénéficiaires en matière de genre, le programme a également organisé une action de renforcement des capacités du staff Enabel. Une formation-action portant sur le genre et le développement a eu lieu, permettant le développement de la sensibilité à la question de genre au sein du staff PRODAT. Pour assurer une meilleure intégration de la dimension genre dans les actions du programme, les bénéficiaires de l'action de formation ont été exposés à la différence qu'il y a entre l'approche d'intégration de la femme au développement, et celle du genre et développement. Cette action continuera en 2022, mais cette fois-là orientée vers les partenaires du programme.

### 7.3 Digitalisation

Dans le cadre de la sécurisation des fonds issus des activités entrepreneuriales agricoles, l'utilisation de la technologie « mobile money » a été préconisée. Néanmoins, son implémentation rencontre quelques réticences au niveau des OPA, qui préfèrent investir leurs fonds dans des valeurs refuges (élevage, ...) suite au manque de stabilité (dépréciation) du franc congolais.

Le recours plus généralisé à l'outil Kobo Toolbox initié en 2020 se poursuit avec la collecte des données pour le renseignement du cadre de résultats et autres fins (suivi de la mise en œuvre de la lettre d'intentions IPDR).

Plus récemment, l'approche FBS/ECOL-Agri, qui génère un grand nombre de données à traiter, nécessite une adaptation des indicateurs de suivi/évaluation afin de pouvoir tirer des leçons pour les interventions futures. C'est dans le cadre de cette réflexion, que PRODAT souhaite aller dans le sens de la dynamique actuelle d'utilisation des outils numériques pour faciliter la collecte de données et l'analyse en temps réel sur ses activités. Il s'agit d'associer deux outils :

- D'une part de **KoboCollect**, pour la collecte et mise à disposition des données de suivi et d'évaluation dans les meilleurs délais par les agents des partenaires institutionnels et privés ; tout en évitant les difficultés de manipulation sur terrain avec des calculs intermédiaires (concernant les unités de mesures de surface et de poids par exemple) qui peut produire des incohérences dans le produit final ;

- et d'autre part de **PowerBi**, pour le traitement, analyse et présentation des données collectées sur les différents types d'activités pour l'atteinte des mêmes résultats ; tout en évitant également les manipulations particulières à une situation donnée (concernant le rejet de certaines données d'exploitations dont le résultat est faible voire négatif afin de ne pas tirer vers le bas les évolutions constatées par ailleurs) ou liées à des erreurs de calculs basiques sur Excel ou au double-comptage des bénéficiaires.

Cette adaptation du système de collecte et traitement des données concerne le suivi de toutes les activités du Résultat 2 ; dans les maillons production, stockage/transformation et commercialisation.

La CdS avec UPDKIS prévoit la mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'information sur les marchés des produits agricoles, en appui aux efforts de commercialisation groupée. Cette action verra l'intervention d'une faïtière paysanne de la province de Maï-Ndombe, appuyée par CARITAS et qui dispose d'une expertise pratique dans la gestion des informations sur les marchés (SIMA).

#### **7.4 Emplois décents**

Les jeunes fuient les travaux agricoles en raison de la faiblesse de rentabilité réelle ou supposée de cette activité, probablement à cause de l'insuffisance de leurs connaissances des techniques agricoles (enseignement agricole déficient). Il en découle un exode rural des jeunes vers les villes à la recherche d'autres emplois et sources de revenus.

Le PRODAT n'a pas spécifiquement une composante « jeune » comme tel. Cependant, il contribue indirectement à la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural par ses interventions dans les domaines suivants :

- Le PRODAT accompagne des projets d'entrepreneuriat rural, à la fois dans le domaine de la gestion d'entreprise et sur la maîtrise technique de l'activité. Une attention particulière est portée à la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes en milieu rural.
- Les CEP offrent une opportunité par excellence de traiter des questions d'égalité de sexe et d'emploi des jeunes ruraux au niveau des communautés locales.

Un emploi décent c'est aussi un salaire à sa juste valeur et l'approche CdV permet une meilleure redistribution des bénéfices avec une valeur ajoutée sur les productions.

## 8 Leçons apprises

### 8.1 Les succès

Succès enregistrés	Leçons apprises	Changements visés
Mise à disposition de sacs PICS pour la conservation des semences au travers les boutiques d'intrants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener une bonne analyse des besoins réels en intrants/outillage</li> <li>- Prévoir des séances de démonstration massive pour les innovations à travers les CEP</li> <li>- Renforcer les capacités en suivi et gestion de stock, comptabilité pour le renouvellement du stock</li> <li>- Réaliser une analyse de la concurrence si les produits sont déjà disponibles</li> </ul>	Accès aux intrants, meilleure production
Introduction de nouvelles spéculations dans les bassins de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Associer les chercheurs dans la mise en place des CEP</li> <li>- Identifier la disponibilité en semence de qualité</li> <li>- Penser au marché d'écoulement, utilisation</li> </ul>	Sécurisation du revenu
Mise en place d'un circuit de commercialisation de ventes groupées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir un préfinancement pour l'inclusion des petits producteurs</li> <li>- Réaliser une bonne évaluation de la campagne pour contribuer à la sensibilisation et élargissement de l'assiette des cibles</li> <li>- Construire un maillage US/UT/BV pour garantir l'agrégation des produits</li> </ul>	Améliorer le revenu du producteur
Lancement de l'activité FBS et ECOL-Agri	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former un nombre suffisant de « facilitateurs » au démarrage de l'activité</li> <li>- Être exigeant sur le niveau de formation des facilitateurs et prévoir des recyclages</li> <li>- Insister sur la bonne compréhension du côté bénévole de l'approche pour les cibles</li> </ul>	L'Agriculteur entrepreneur
Synergie concrétisée entre PRODAT et EDUT avec l'installation de chantiers écoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un circuit de communication</li> <li>- Planifier des rencontres régulières entre les deux entités pour suivre l'avancement des chantiers</li> <li>- Etablir une feuille de route précisant le rôle et attente de chacune des deux parties</li> </ul>	Approche/ vision multisectorielle
Le renforcement de capacité à travers l'approche CEP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la disponibilité en matériel en temps voulu (intran, petit équipement, matériel de suivi, fiche support, etc.)</li> <li>- Les activités prioritaires dans la recherche développement doivent être identifiées avec les bénéficiaires (échanges entre chercheurs et producteurs)</li> <li>- Choix judicieux de l'emplacement du CEP</li> <li>- Respecter les critères de sélection des facilitateurs</li> <li>- Sensibiliser sur l'implication de l'approche</li> </ul>	Renforcer la prise de décision

### 8.2 Les défis

Défis/difficultés rencontrés	Leçons apprises
La structuration et viabilité des OPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'encadrement d'un grand nombre d'OP insuffisamment sélectionnées et réparties géographiquement ne permet pas un travail de proximité. Restreindre ce nombre et réaliser une</li> </ul>

	sélection plus drastique permettraient un meilleur suivi et plus d'efficacité dans le renforcement de leurs capacités
La consolidation des réseaux d'agri-multiplicateurs (Agri-X)	- Travailler sur la professionnalisation des agri-X pour obtenir un noyau susceptible de pérenniser les activités - Consolider le circuit de commercialisation des semences avec une mise en relation des différents acteurs et une estimation de la demande
La fonctionnalité du COPROSEM	- Ne pas attendre la formalisation d'une structure pour travailler sur son fonctionnement
La Prise en charge des STD par l'Etat	- On parle immatriculation et mécanisation des agents mais dans la pratique les choses ne changent pas
Gestion des unités de transformation et de stockage	- Simplifier et adapter les outils de gestion aux réalités et besoins - Organiser des formations pratiques avec des données venant de ces unités - Entreprendre une étude d'opportunité et localisation, avant d'accepter une demande d'installation US/UT
L'entretien des routes/pistes réhabilitées	- L'Etat n'a pas mobilisé les fonds nécessaires à bon escient, malgré l'existence du FONER et de multiples taxes en vigueur

### 8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Les questions d'apprentissage stratégique constituent des expériences transformées en connaissances partageables ; les exercices de capitalisation vont dans ce sens.

Le processus de capitalisation des expériences du PRODAT a été engagé, avec (i) la mise à disposition et le partage d'outils d'initiation, (ii) l'élaboration et le suivi d'un plan spécifique, (iii) certaines expériences ayant déjà fait l'objet de l'exercice en cours de relecture à Kinshasa (exploitation des bas-fonds pour le résultat 1, vente groupée et crédit stockage pour le résultat 2, accompagnement de proximité des services de l'IPAGRI pour le résultat 3) et d'autres en rédaction (filière semencière et amélioration des pratiques agricoles pour le résultat 1, exploitation des unités de transformation et de stockage pour le résultat 2, diffusion des bonnes pratiques Genre pour le résultat 4).

Le plan spécifique pour la mise en œuvre des actions de capitalisation du PRODAT a été mis à jour et le nombre de thématiques prévues a été réduit.

Les thèmes envisagés par résultat sont les suivants :

- Résultat 1 :
  - Filière semencière : accessibilité des ménages agricoles à la semence de qualité
- Résultat 2 :
  - Appui à la commercialisation
- Résultat 3 :
  - Mobilisation et mise à niveau des agents STD dans le cadre de l'accompagnement de proximité
- Résultat 4 :
  - Diffusion des bonnes pratiques Genre

## 8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Il semble nécessaire de développer un plus grand professionnalisme dans la gestion des infrastructures et d'adapter les projets d'infrastructures aux capacités des usagers et des entreprises (coût bénéfice de l'investissement et ingénierie sociale)	PRODAT, bénéficiaire
On constate une baisse de motivation et un faible leadership de la part des partenaires déconcentrés (STD) suite à la stratégie dégressive d'appui du PRODAT	Coordination
En Province, une bonne collaboration / communication avec le partenaire, les autorités provinciales et communales, les autres intervenants est essentielle.	Coordination
Le manque de main d'œuvre qualifiée au sein des OP pour l'utilisation et la maintenance des équipements reçus engendre une mauvaise utilisation et l'apparition rapide de pannes.	PRODAT
L'insuffisance de la documentation de données technico-économiques et statistiques des filières ne permet pas de faire des arbitrages les plus objectifs et les plus adaptés aux atténuations des goulots d'étranglement de la filière pour ce qui concerne les apports (infrastructures / équipements / renforcement de capacité), malgré les compétences et expériences acquises.	MINAGRI, IPAGRI
Les filières sont traitées globalement au niveau du programme sans prendre en compte certaines spécificités territoriales	PRODAT
Commercialisation / écoulement : mieux appréhender la perception par les producteurs du facteur « qualité » afin de mieux cibler les actions à mener pour une amélioration de la commercialisation / écoulement des produits agricoles	Intervention
L'importance de la complémentarité et partage des approches des interventions de PTF œuvrant dans la zone et Inter programmes (PRODAT, EDUT, SANTE)	Coordination, PTF
Pour les appuis en UT, il est nécessaire d'acquérir les types d'équipement compétitif par rapport à la qualité des produits et aux marchés	PRODAT

## 9 Pilotage

### 9.1 Modifications apportées à l'intervention

Sans objet dans ce cas.

### 9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Rendre fonctionnel les cadres de concertation identifiés au niveau provincial.	05/2018 – 12/2021	Comité de pilotage	Plaidoyer du MINAGRI auprès de l'Autorité Provinciale pour la signature de l'Arrêté (DPEA) Initier la mise en place des cadres de concertation	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	05/2022	Mise en place préconisée d'un cadre de concertation provincial multi-acteurs et multisectoriel, avec accord de principe pour considérer le CCPA comme cadre de concertation sectoriel (Agriculture) et le COPROSEM comme cadre de concertation sous-sectoriel (Filière semences) Mise en place du Dispositif Provincial d'Encadrement Agricole (DPEA)	En cours
Engager des actions en vue de d'annuler les contrats de cession des équipements de transformation mis en place par PAIDECO (rizeries) et mobiliser de nouveaux acquéreurs / exploitants	05/2018	Comité de pilotage	Prendre des actions responsables afin de récupérer les rizeries abandonnées. Nouvelles affectations à convenir avec Enabel	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	N/A	Début d'initiative prise par le Ministre provincial en vue de récupérer et réaffecter le matériel et l'infrastructure (mission de terrain conjointe mi-décembre 2021)	En cours
Lancer le processus permettant d'aboutir à des décisions en vue de rendre accessible et durable l'appui conseil des services publics aux OPA et ménages agricoles	05/2018	Comité de pilotage	Lobbying du Gouvernement Provincial auprès du Gouvernement National	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	03/2022	Recensement et immatriculation effectués pour les agents de la Tshopo (dont IPAGRI et IPDR) Processus de mécanisation en cours (ajustement du fichier des agents de la	En cours

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
						fonction publique, consolidation des dossiers individuels)	
Renforcer la vulgarisation de l'utilisation des intrants agricoles et petits équipements	12/2021	Comité de pilotage	Organiser des séances de démonstration au niveau des CEP et champs de démonstration Intensifier l'approche CEP	IM/PRODAT	12/2022	Planification CEP 2022 actualisée et disponible	En cours
Revoir la stratégie Enabel / PRODAT en lien avec l'appui dégressif au niveau des STD en tenant compte du contexte de fragilité de la RD Congo	12/2021		Mettre en œuvre des lettres d'intentions avec l'IPAGRI et le SENASEM	IM/PRODAT	03/2022	Draft de lettre d'intention IPAGRI rédigé	En cours
Recadrer les appuis PRODAT en tenant compte du dynamisme économique et structurel des OPA dans le but de faire des modèles	12/2021	Comité de pilotage	Réduire le nombre d'OPA qui feront l'objet de renforcement de proximité	IM/PRODAT	03/2022	Mise à jour de la typologie des OPA Définition des critères transparents de sélection	En cours
Préparer et présenter aux partenaires la stratégie de sortie du PRODAT	12/2021	Comité de pilotage	Identifier les actions à mener par filière/CdV	IM/PRODAT	05/2022	Travail initié lors de l'atelier PRODAT en octobre 2021	En cours

### 9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Après plusieurs années de travail intense ; différents éléments intervenus au cours de l'année 2021 ont motivé un travail de réflexion afin de définir les orientations de sortie du PRODAT :

- Mission d'appui aux projets PRODAKOR et PRODAT (mission encadrée par un Conseiller Agriculture et Développement rural du Siège Bruxelles)
- Atelier de réflexion sur les apports du PRODAT en octobre 2021
- Rapport d'étude de la filière palmier à huile
- Nouvelles orientations de l'approche développement données pour le nouveau PIC 2023

En conséquence, les réorientations stratégiques / opérationnelles suivantes ont été décidées :

- Recentrage des activités opérationnelles avec une approche chaîne de valeur
- Accompagnement spécifique et renforcé d'un nombre réduit d'OPA
- Travailler la stratégie de professionnalisation des agri-multiplicateurs

Au vu des nouvelles orientations susmentionnées, un dispositif de réaménagement des activités planifiées s'est progressivement mis en place au cours de l'année 2021. Ce dispositif a été conçu pour consolider les acquis du PRODAT et se caractérise par :

- CdV maïs : travailler sur un « label » Tshopo pour la farine de maïs
- CdV riz : améliorer la qualité du produit (taux d'impuretés, de brisures, etc.)
- CdV manioc : production de farine de manioc panifiable en lien avec l'orientation boulangerie d'EDUT
- CdV huile de palme : développer de nouveaux débouchés pour l'huile en cosmétique (savonnerie)
- Renforcement des OPA : développer un accompagnement de qualité afin d'assurer un développement efficace et durable de ces associations allant vers une autonomie et viabilité accrue
- Agri-multiplicateurs : élaborer une typologie des agri-X à encadrer (type de spéculations, superficie, achat-vente) et renforcer l'appui entrepreneuriat

### 9.4 Recommandations

Sur base des considérations stratégiques énumérées ci-dessus, les recommandations suivantes (actions à entreprendre / décisions à prendre, voire déjà prises pour certaines) sont formulées :

<b>Recommandations</b>	<b>Acteur</b>	<b>Date limite</b>
Revoir et réduire le nombre d'OPA suivie (267) afin d'obtenir un noyau réaliste pour assurer l'objectif « d'autonomie »	Equipe RC	Q1 2022
Identifier parmi les 23 bassins de productions ceux à fort potentiel de production dans les filières retenues	Agronome d'antenne	Q1 2022
Revoir et établir un cadre clair de collaboration avec les STD afin de mieux mobiliser leur implication dans la mise en œuvre, suivi et coordination des actions en cours	IM, coordination	Q1 2022
Concernant le « transfert » du renforcement de capacités aux agronomes d'antenne, analyser comment cette charge de travail supplémentaire peut être assurée et si pas, trouver comment et par qui ce service sera rendu.	IM, coordination	Q1 2022

Renforcer la présence de tous les ATN sur terrain dans une logique d'accompagnement, d'appui et de co-construction avec les collègues des antennes et des partenaires	Equipe PRODAT	2022
Travailler activement sur la stratégie de professionnalisation des agri-x en revoyant ce qui est faisable parmi les 171 actuellement suivi.	Equipe PRODAT	2022
Analyser ce qui est encore possible pour la mise en fonction du COPROSEM et son autonomie de fonctionnement	Equipe RC	2022
Renforcer les activités promotionnelles pour positionner et faire connaître les produits agricoles de la Tshopo : organisation de foire, conditionnement et marketing,	Equipe PRODAT (R2)	2022
Filière palmier à huile : compte tenu des problèmes liés au matériel végétal de l'INERA, ne pas poursuivre de nouvelles installations mais consolider les plantations existantes	Equipe PRODAT (R1)	2022
Capitaliser sur différentes expériences du PRODAT sous forme de fiches supports A4 et poster : itinéraire cultural et bonne utilisation des équipements.	Equipe PRODAT	2022

## 10 Annexes

### 10.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>				
<b>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</b>				
<b>Évaluation de la PERTINENCE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
	X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
X	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
			X	
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
X	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
			<b>X</b>		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
<b>X</b>	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
<b>X</b>	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
<b>X</b>	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
<b>X</b>	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

## 10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

La théorie du changement mise à jour :

<b>IMPACT :</b> Les Revenus des exploitants familiaux dans les Zones cibles de la TSHOPO sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté.			
<b>Changements intermédiaires</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Etat met à la disposition des producteurs des unités de stockages stratégiques au niveau Provincial</li> <li>- Les acteurs locaux s'impliquent dans les actions (contrôles de leurs actions)</li> <li>- Une entité économique représentative de producteurs est mise en place pour fédérer les actions en leur faveur</li> </ul>			
<b>OUTCOME :</b> Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés			
<b>Changements intermédiaires</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre avec Equity bank du fonds de financement du secteur agricole</li> <li>- L'Etat concrétise les intentions pour l'amélioration du secteur agricole (taxes, entretien des routes, etc.)</li> <li>- Implication des autorités dans la mise en place du cadre de concertation agricole Provincial</li> <li>- L'Etat procède au rajeunissement du personnel Etatique et à la mécanisation des nouvelles unités</li> <li>- L'Etat favorise la coordination et/ou l'harmonisation des interventions des PTF sur terrain dans le secteur agricole (CIFOR, PNUD, etc.)</li> </ul>			
<b>RESULTAT 1</b> Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	<b>RESULTAT 2</b> Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	<b>RESULTAT 3</b> Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	<b>RESULTAT 4</b> Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques
<b>Changements intermédiaires</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'état s'occupe de la contractualisation pour l'accès à la terre (foncier)</li> <li>- Les ménages agricoles valorisent les produits forestiers non ligneux (PFNL)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certaines OPA s'organisent en coopératives agricoles à travers les bureaux de vente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement assure l'amélioration de la qualité de l'éducation</li> <li>Le gouvernement prend en charge les agents de l'état</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'état assure la sécurité sur les territoires</li> </ul>

<p><b>ACTIVITES R1</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etudes techniques et socio-économiques</li> <li>2. Production de semences en qualité et en quantité suffisantes afin de satisfaire la demande</li> <li>3. Développement et mise en œuvre de méthodes agro écologiques de production agricole</li> <li>4. Accompagnement des OPA et des prestataires de services de proximité dans les fonctions d'appui-conseil</li> <li>5. Amélioration de la qualité de l'outillage agricole</li> </ol>	<p><b>ACTIVITES R2</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Facilitation de l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles</li> <li>2. Accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des investissements</li> <li>3. Accompagnement des femmes pour viabiliser le circuit de commercialisation.</li> <li>4. Mise en place d'un dispositif adapté d'information sur le prix, les marchés et les statistiques</li> <li>5. Amélioration des capacités des OPA et de leurs faïtières dans la commercialisation</li> <li>6a Renforcement des bureaux de ventes pour développer leurs activités (organisation et fonctionnement)</li> <li>6b Sédentariser les jeunes par leur insertion dans les services (cfr R4)</li> <li>7. Facilitation d'accès à des fonds de roulement pour les services de conservation, transformation et commercialisation</li> </ol>	<p><b>ACTIVITES R3</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole</li> <li>2. Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole</li> <li>3. Renforcement des services clés de l'agriculture</li> <li>4. Appui spécifique au SENASEM et à l'INERA en lien avec les services et produits attendus</li> </ol>	<p><b>ACTIVITES R4</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Accompagner les acteurs potentiels du développement local</li> <li>2. Stimuler l'insertion professionnelle et la création d'emploi pour les jeunes favorisant le développement local de l'hinterland d'Isangi</li> <li>3. Assurer le Monitoring, Suivi-évaluation et Capitalisation du résultat commun</li> </ol>
--	---	--	--

### 10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

<b>IMPACT :</b> Les Revenus des exploitants familiaux dans les Zones cibles de la TSHOPO sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté.			
<b>Changements intermédiaires</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'état s'occupe des atténuations des tracasseries. <b>Réalisation mitigée car le nombre des barrières illégales augmente malgré la volonté de suppression progressive manifestée par les autorités</b></li> <li>- L'état actualise les lois et textes légaux. <b>Non réalisé</b></li> <li>- L'état gère l'utilisation des ressources. <b>Non réalisé</b></li> <li>- L'état assure la sécurité. <b>En cours, conditions sécuritaires améliorées dans la zone d'intervention Yalokombe, Opala, Isangi</b></li> </ul>			
<b>OUTCOME :</b> Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés			
<b>Changements intermédiaires</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les institutions financières facilitent l'accès au crédit agricole (R1, R2). <b>Non réalisé</b></li> <li>- L'état réhabilite et entretient des réseaux routiers et fluviaux (R1, R2, R3 et R4). <b>Réalisé, l'Etat entretien et réhabilite bien que timidement le réseaux routier et fluvial d'intérêt agricole (appui PTF, dynamiques locales, OVDA)</b></li> </ul>			
<b>RESULTAT 1</b> Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	<b>RESULTAT 2</b> Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	<b>RESULTAT 3</b> Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	<b>RESULTAT 4</b> Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques
<b>Changements intermédiaires</b>			
- L'état s'occupe de la contractualisation pour l'accès à la terre (foncier) - Les ménages agricoles valorisent les produits forestiers non ligneux (PFNL)	- Certaines OPA s'organisent en coopératives agricoles à travers les bureaux de vente	- Le gouvernement assure l'amélioration de la qualité de l'éducation - Le gouvernement prend en charge les agents de l'état	- L'état assure la sécurité sur les territoires
<b>ACTIVITES R1</b> 1. Etudes techniques et socio-économiques	<b>ACTIVITES R2</b> 1. Facilitation de l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles	<b>ACTIVITES R3</b> 1. Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole	<b>ACTIVITES R4</b> 1. Accompagner les acteurs potentiels du développement local 2. Stimuler l'insertion professionnelle et la création

<p>2. Production de semences en qualité et en quantité suffisantes afin de satisfaire la demande</p> <p>3. Développement et mise en œuvre de méthodes agro écologiques de production agricole</p> <p>4. Accompagnement des OPA et des prestataires de services de proximité dans les fonctions d'appui-conseil</p> <p>5. Amélioration de la qualité de l'outillage agricole</p>	<p>2. Accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des investissements</p> <p>3. Accompagnement des femmes pour viabiliser le circuit de commercialisation.</p> <p>4. Mise en place d'un dispositif adapté d'information sur le prix, les marchés et les statistiques</p> <p>5. Amélioration des capacités des OPA et de leurs faïtières dans la commercialisation</p> <p>6a Renforcement des bureaux de ventes pour développer leurs activités (organisation et fonctionnement)</p> <p>6b Sédentariser les jeunes par leur insertion dans les services (cfr R4)</p> <p>7. Facilitation d'accès à des fonds de roulement pour les services de conservation, transformation et commercialisation</p>	<p>2. Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole</p> <p>3. Renforcement des services clés de l'agriculture</p> <p>4. Appui spécifique au SENASEM et à l'INERA en lien avec les services et produits attendus</p>	<p>d'emploi pour les jeunes favorisant le développement local de l'hinterland d'Isangi</p> <p>3. Assurer le Monitoring, Suivi-évaluation et Capitalisation du résultat commun</p>
---	---	---	---

## 10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	05/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	10/2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Octobre 2015, Février 2017, Août 2019, Janvier 2020 et Novembre 2020, octobre 2021

## 10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Étiquettes de lignes	Total Budget	Somme de Exé à 2020	Somme de 2021	Somme de Actuels	Somme de Total commitments	Available
<b>RDC1217711</b>	<b>15 000 000</b>	<b>9 757 790</b>	<b>2 154 726</b>	<b>11 912 516</b>	<b>942 671</b>	<b>2 144 813</b>
<b>RDC1217711_A</b>	<b>4 847 456</b>	<b>3 540 983</b>	<b>597 027</b>	<b>4 138 010</b>	<b>70 055</b>	<b>639 391</b>
RDC1217711_A01	146 891	60 759	30 538	91 297	12 204	43 390
RDC1217711_A02	1 068 280	888 799	75 535	964 334	27 511	76 435
RDC1217711_A03	963 827	818 381	60 519	878 900	452	84 476
RDC1217711_A04	442 503	373 733	34 138	407 871	12 204	22 428
RDC1217711_A05	1 722 350	1 222 936	212 358	1 435 294	9 213	277 843
RDC1217711_A06	503 605	176 375	183 940	360 315	8 472	134 819
<b>RDC1217711_B</b>	<b>2 538 961</b>	<b>1 079 473</b>	<b>557 002</b>	<b>1 636 475</b>	<b>653 850</b>	<b>248 636</b>
RDC1217711_B01	763 096	466 718	110 560	577 279	140 684	45 133
RDC1217711_B02	979 005	372 416	245 820	618 236	119 771	240 999
RDC1217711_B03	230 949	71 370	2 312	73 681	30 000	127 268
RDC1217711_B04	16 222	16 222	0	16 222	0	0
RDC1217711_B05	316 726	53 465	76 517	129 982	210 692	-23 947
RDC1217711_B06	189 050	55 369	121 793	177 162	152 704	-140 816
RDC1217711_B07	43 913	43 913	0	43 913	0	0
<b>RDC1217711_C</b>	<b>907 229</b>	<b>684 263</b>	<b>6 530</b>	<b>690 793</b>	<b>162 010</b>	<b>54 426</b>
RDC1217711_C01	10 542	2 942	1 742	4 684	134 499	-128 641
RDC1217711_C02	4 369	2 369	0	2 369	0	2 001
RDC1217711_C03	738 250	581 599	4 788	586 387	0	151 863
RDC1217711_C04	154 068	97 353	0	97 353	27 511	29 204
<b>RDC1217711_D</b>	<b>765 867</b>	<b>98 103</b>	<b>228 312</b>	<b>326 415</b>	<b>19 820</b>	<b>419 633</b>
RDC1217711_D01	584 020	42 201	195 221	237 422	19 820	326 779
RDC1217711_D02	4 075	4 075	0	4 075	0	0
RDC1217711_D03	107 968	41 948	20 105	62 053	0	45 915
RDC1217711_D04	0	0	26	26	0	-26
RDC1217711_D05	69 804	9 879	12 960	22 839	0	46 965
<b>RDC1217711_T</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
RDC1217711_T01	0	0	0	0	0	0
<b>RDC1217711_Z</b>	<b>5 940 487</b>	<b>4 354 969</b>	<b>765 854</b>	<b>5 120 823</b>	<b>36 936</b>	<b>782 728</b>
RDC1217711_Z01	4 182 115	2 908 306	505 269	3 413 576	8 721	759 819
RDC1217711_Z02	568 049	518 550	51 200	569 750	18 538	-20 238
RDC1217711_Z03	958 159	751 260	174 048	925 308	2 065	30 786
RDC1217711_Z04	232 164	167 775	24 370	192 145	7 613	32 406
RDC1217711_Z99	0	9 078	10 966	20 044	0	-20 044
<b>Total général</b>	<b>15 000 000</b>	<b>9 757 790</b>	<b>2 154 726</b>	<b>11 912 516</b>	<b>942 671</b>	<b>2 144 813</b>

## 10.6 Ressources en termes de communication

- Dépliant actualisé sur les résultats atteints par le projet ;
- Actualisation des Roll-up ;
- Affiches de vulgarisation (succès du semis en ligne, succès de la riziculture de bas-fonds, succès de l'utilisation des sacs PICS), format A1 ;
- Diffusion de spots radio de vulgarisation/sensibilisation ;
- Diffusion d'émissions préenregistrées sur les radios locales : jeu de question-réponse sur des thèmes variés ;
- Rediffusion d'émissions en direct sur radios locales : micro-trottoir, jeu de question-réponse entre présentateur et personne-ressource, témoignage(s) sur les thèmes précités ;
- Production de documents de capitalisation en cours (crédit stockage, ventes groupées, exploitation des bas-fonds, filière semencière, amélioration des pratiques agricoles, exploitation des unités de transformation et de stockage, mobilisation et mise à niveau des agents STD dans le cadre de l'accompagnement de proximité) ;
- Organisation du Festival AlimenTerre 2021 dans la Tshopo (reporté à janvier 2022)
- Mini-film inter-programmes